

Pôle Ingénierie-Logistique-Sécurité
Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD CADRE DE FOURNITURES et SERVICES COURANTS

**ACQUISITION, MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE
D'UNE TABLE DE RADIOLOGIE FIXE TELECOMMANDEE
D'OCCASION
AU CENTRE HOSPITALIER ALPES-ISERE
AVEC DEPOSE ET REPRISE DE LA TABLE EXISTANTE**

**Le pouvoir adjudicateur :
CENTRE HOSPITALIER ALPES-ISERE
3 RUE DE LA GARE
38120 SAINT-EGREVE**

N° du CCAP : 2025M900

SOMMAIRE

Préambule

1. Dispositions générales du contrat.....	3
1.1. Objet du contrat	3
1.2. Mode de passation	3
1.3. Forme de l'accord cadre à bons de commande	3
1.4. Décomposition du contrat.....	3
1.5. Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.6. Dispositions générales	4
2. Pièces contractuelles	6
3. Durée et délais d'exécution.....	7
3.1. Durée de l'accord cadre.....	7
3.2. Délais d'exécution	7
3.3. Prolongation des délais	7
4. Prix	7
4.1. Caractéristiques des prix	8
4.4.1. Prix sur catalogue	8
4.4.2. Articles nouveaux et offres promotionnelles	8
4.2. Modalités de variations des prix	9
4.4.1. Prestations réalisées dans le cadre d'une facturation à l'attachement (hors contrat annuel) : révision	9
4.4.2. Prestations réalisées dans le cadre d'un prix forfaitaire annuel : ajustement.....	9
4.4.3. Fournitures de pièces détachées et/ ou d'accessoires : ajustement	10
4.3. Clause de sauvegarde	10
4.4. Clause de réexamen	10
4.4.1. Clause de réexamen relative aux prestations complémentaires nécessaires.....	10
4.4.2. Changement affectant le titulaire en cours d'exécution	10
5. Garanties Financières.....	11
6. Avance	11
6.1. Conditions de versement et de remboursement	11
6.2. Garanties financières de l'avance.....	11
7. Modalités de règlement des comptes	11
7.1. Acomptes et paiements partiels définitifs	11
7.2. Présentation des demandes de paiement.....	11
7.3. Délai global de paiement.....	12
7.4. Paiement des cotraitants.....	13
7.5. Paiement des sous-traitants.....	13
8. Conditions d'exécution des prestations	13
8.1. Confidentialité et mesures de sécurité	14
8.2. Traitement des données à caractère personnel.....	14
9. Constatation de l'exécution des prestations	14
9.1. Vérifications et décision après vérification	14
10. Garantie des prestations	15
11. Pénalités.....	15
11.1. Pénalités de retard	15
11.2. Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	15
11.3. Pénalités pour prestations défectueuses	15
11.4. Pénalité pour non présentation à une réunion	16
11.5. Pénalité pour travail dissimulé	16
12. Assurances.....	16
13. Résiliation du contrat.....	16
13.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	16
13.2. Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
14. Règlement des litiges et langues.....	17
15. Promotion du développement durable	17
16. Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de la ZFE	18
17. Dérogations	19

Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et le Décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes Dauphiné a été officialisé par la signature de sa Convention Constitutive le 1er juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

A cet effet, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHU Grenoble-Alpes assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part de l'accord-cadre qui les concerne, l'exécution de l'accord-cadre (émission des bons de commande, ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L.1211-1 du Code de la Commande Publique est remplacée par les notions « établissement support du GHT Alpes-Dauphiné » et/ou « les établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné », pour chacune des missions qui le concerne.

NOTA : Depuis le 1^{er} janvier 2020, le CHU Grenoble-Alpes et le CH de Voiron ont fusionné. A compter de cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité, l'Hôpital de Voiron étant devenu un site du CHUGA Grenoble Alpes.

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **l'Acquisition, mise en œuvre et maintenance d'une table de radiologie fixe télécommandée d'occasion au Centre Hospitalier Alpes-Isère avec dépose et reprise de la table existante.**

Lieu d'exécution : CENTRE HOSPITALIER ALPES-ISERE
3, rue de la Gare
38120 SAINT-EGREVE

1.2. Mode de passation

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

1.3. Forme de l'accord cadre à bons de commande

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de dépenses de 150 000 € HT sur la durée totale du marché.

Il suit les dispositions des articles R 2162-1 à 6, R 2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique (accords-cadres à bons de commande).

1.4. Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

1.5. Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur : le CH Alpes Isère.

Les bons de commandes sont notifiés lors de chaque besoin conformément aux prix de la grille de réponse financière.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le service demandeur du CHAI ;
- Les coordonnées de facturation ;
- Le n° de commande CHAI ;
- La date de commande ;
- La date de livraison ;
- Le numéro de marché CHAI ;
- Le numéro d'engagement pour Chorus pro ;
- Les informations fournisseur : nom, adresse, tél, mail, SIRET ;
- Le numéro de compte ;
- La référence au devis ;
- La désignation de la commande, la quantité, le PU HT, le montant HT, le total HT et le total TTC.

Les bons de commande s'exécutent jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Par conséquent le bon de commande émis en fin de marché pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

A noter : Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, seuls les bons de commande signés, de manière dématérialisée ou par écrit, par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Ce dernier ne pourra en aucun cas présenter de factures qui ne sont pas rattachées à un bon de commande.

En application des articles 3.7.2 et 3.7.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire est tenu de se conformer aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

1.6. Dispositions générales

• Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles : - D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),

- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,

- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),

- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement de l'amende liée aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans

un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

- **Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

La monnaie de compte de l'accord-cadre à bons de commande est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

Désignation de sous-traitants (possible uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation) :

- **Habilitation:**

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public selon les modalités définies aux articles L. 2193-4 du Code la commande publique et suivants et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG-FCS).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

- **Désignation de sous-traitants en cours d'accord cadre :**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet opérateur économique titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des opérateurs économiques titulaires groupés.

Déontologie, prévention des risques de corruption et de conflits d'intérêts

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.
- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021(*)
- La grille de réponse technique et financière
- Le mémoire technique
- Les dispositions de l'offre financière du titulaire qui ne contredisent pas les dispositions des pièces de l'accord cadre
- Le cas échéant, les réponses aux questions lors de la consultation
- Les rapports d'intervention
- Le cas échéant, les modifications de l'accord-cadre (prévues par les articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la Commande Publique) et bordereaux de prix supplémentaires (prévus à l'article 4.3 du présent CCAP), signés postérieurement à la notification et en cours d'exécution de l'accord-cadre
- Dans le cas échéant, le(s) certificat(s) de marquage CE et attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant au dispositif(s) proposé(s)**

**Le CCAG-FCS, document d'ordre général, n'est pas joint au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Tous les CCAG sont consultables sur www.legifrance.gouv.fr*

*** Le marquage « CE » est obligatoire pour tous les produits couverts par un ou plusieurs textes réglementaires européens (directives ou règlements) qui le prévoient explicitement (Cf. Directives ou règlements européens le cas échéant).*

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, celle-ci se voit directement appliquée à l'accord-cadre à bons de commande dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant le sont.

Il appartiendra au titulaire de signaler avant la signature du contrat les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Les pièces constitutives du présent marché conservées dans les archives de l'établissement font seules foi.

3. Durée et délais d'exécution

3.1. Durée de l'accord cadre

Le contrat est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter de sa notification.

3.2. Délais d'exécution

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande, transmis par tout moyen (avec date certaine de réception).

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans la grille de réponse technique, ou en l'absence de précisions, à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

A défaut de respect des délais susvisés, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 12 du présent document.

3.3. Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais d'exécution convenus, le titulaire doit avertir le représentant de l'établissement membre au plus tôt et préciser les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais et conditions précisés à l'article 13.3.2 à 13.3.4 du CCAG-FCS.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs de l'établissement, ce délai peut être accepté.

En cas contraire, si les impératifs de l'établissement ne lui permettent pas d'attendre, il est en mesure d'appliquer des pénalités conformément à l'article 12 du présent document.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

4. Prix

Les prix rémunérant le titulaire sont, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, les supports fournis, les frais de déplacements, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également, le respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

4.1. Caractéristiques des prix

Les fournitures et prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires indiqués dans la grille de réponse financière.

Rappel : **les prix sont réputés FRANCO DE PORT**, c'est-à-dire, comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement (carboglance, blocs réfrigérés...), emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que de l'intégralité des prestations définies au présent CCAP et au CCTP.

Les prix s'entendent sans minimum de commande.

➤ **Prix forfaitaires :**

La maintenance annuelle de la table de radiologie est réglée par application de prix forfaitaires indiqués dans la grille de réponse financière.

Ces prestations feront l'objet d'une facturation trimestrielle, et ce, à terme échu.

➤ **Prix unitaires :**

Les interventions curatives et la fourniture de pièces détachées et/ou accessoires, telles qu'elles figurent sur la liste transmise par le titulaire seront réglées par application de prix unitaires et appliquées aux quantités réellement exécutées.

Ces prestations seront payées en une seule fois, à l'achèvement complet des prestations objets de la commande et feront l'objet d'une facture individuelle.

4.4.1. Prix sur catalogue

S'agissant des produits non-répertoriés dans la liste des pièces détachées et/ou accessoires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander occasionnellement sur le catalogue tarifé du titulaire des produits de même nature que ceux définis dans la liste.

Les produits devront être strictement conformes à l'objet du contrat.

Ces fournitures sont rémunérées par application aux quantités livrées des prix référencés sur le catalogue tarifé du titulaire, diminué du/des taux de remise(s) éventuel(s).

Le titulaire s'engage à notifier son éventuel nouveau catalogue au pouvoir adjudicateur par tout moyen matériel ou dématérialisé au minimum 3 mois avant la date prévue pour l'application du nouveau catalogue.

4.4.2. Articles nouveaux et offres promotionnelles

En cas de demande par le pouvoir adjudicateur **d'articles nouveaux**, non répertoriés sur la liste initiale, ces articles pourront être ajoutés aux tarifs du marché par un simple additif (bordereau des prix unitaires supplémentaire) et, de ce fait, seront intégrés au marché aux mêmes conditions.

Les articles ou accessoires inclus au marché seront de même nature et respecteront l'objet du marché.

Le titulaire s'engage également à informer et à faire bénéficier, de façon ponctuelle, le CHAI **des offres promotionnelles** lorsque les conditions de ces offres s'avèrent plus avantageuses que celles consenties dans le cadre du présent marché. Il indiquera les produits concernés ainsi que la durée précise de la période promotionnelle. Les nouveaux prix devront être inférieurs aux prix de règlement initiaux remisés. Après la période promotionnelle, s'appliqueront de nouveau les prix figurant au catalogue diminué du/des taux de remise(s) éventuel(s).

4.2. Modalités de variations des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des plis (septembre 2025) ce mois est appelé " mois zéro ", par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS.

Pour la première période de validité de l'accord-cadre les prix sont ceux remis dans l'offre, ils sont donc fermes.

A chaque échéance annuelle (date de notification du marché), les prix pourront être révisés ou ajustés suivant les modalités fixées au présent document et à la demande expresse du titulaire.

4.4.1. Prestations réalisées dans le cadre d'une facturation à l'attachement (hors contrat annuel) : révision

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou à l'INSEE sont les suivants :

Index	Libellé
ICTH-M	(indice coût du travail activités spécialisées)

Les prix unitaires (interventions horaires et déplacements) sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$Cn = 15,00\% + 85,00\% (ICTH-Mn/ICTH-Mo)$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision
- ICTH-Mo : valeur de l'index de référence au mois zéro
- ICTH-Mn : valeur de l'index de référence au mois n

Formule dans laquelle ICTH-M est la valeur prise par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque **révision annuelle** sera 3 mois précédant le mois anniversaire (début d'exécution du marché) et celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

A noter : Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index.

4.4.2. Prestations réalisées dans le cadre d'un prix forfaitaire annuel : ajustement

Les prix forfaitaires annuels (contrat de maintenance) **sont ajustés** chaque année à date anniversaire et à la demande expresse du titulaire.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Dans le cas où les prix ajustés par le titulaire ne seraient pas acceptés par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

4.4.3. Fournitures de pièces détachées et/ ou d'accessoires : ajustement

Les prix unitaires des fournitures sont ajustés à chaque échéance annuelle (date anniversaire du marché), par référence aux tarifs ou barème propres au titulaire (tarif officiel diffusé à l'ensemble de la clientèle) :

L'augmentation ou la diminution sera équivalente en pourcentage à la modification du tarif général en vigueur applicable à l'ensemble de la clientèle

Il ne s'agit en aucune manière d'appliquer de manière automatique une augmentation correspondant au pourcentage indiqué dans la clause de sauvegarde.

Exemple :

Lors la procédure de mise en concurrence, pour une référence donnée pour laquelle le prix catalogue est fixée à 100 €, vous nous attribuez une remise de 60 %, et ainsi, vous nous proposez votre prix marché à 40 €.

Lors de l'ajustement, si votre nouveau tarif a augmenté de 1%, cette référence passe dans votre nouveau prix catalogue à 101 €. Vous appliquez ensuite le taux de remise de 60 %, et le nouveau prix du marché ajusté sera donc fixé à 40,40 €.

Le même mécanisme doit être appliqué en cas de baisse du tarif général et les nouveaux prix seront donc inférieurs.

4.3. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5 % par an.

Le titulaire du marché s'engage à notifier ses nouveaux tarifs par tout moyen (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 90 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

4.4. Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique, le contrat peut être modifié lorsque les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

4.4.1. Clause de réexamen relative aux prestations complémentaires nécessaires

En application de l'article R. 2194-2 du Code de la commande publique, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre en ajoutant des fournitures ou des services supplémentaires quel que soit leur montant étant devenus nécessaires à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

4.4.2. Changement affectant le titulaire en cours d'exécution

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter (article 2 de l'acte d'engagement) ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Ses coordonnées bancaires ;
- Toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché public.

Et lui fait parvenir, le cas échéant, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et se font sans modification des conditions du marché.

5. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6. Avance

6.1. Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 option A du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé comme suit :

- Si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois 20,00% du montant TTC du bon de commande ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

A contrario, lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé comme suit :

- Si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois 5,00% du montant TTC du bon de commande ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2. Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7. Modalités de règlement des comptes

7.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2. Présentation des demandes de paiement

Facturation électronique via CHORUS PRO : Code CHORUS : ECO

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est obligatoire à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises, quel que soit son nombre de salariés.

A cet effet, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) propose **une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics.**

Cette solution, intitulée **Chorus Pro** permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> [En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro](#)

Le site [Communauté Chorus Pro](#). Permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS ; les factures électroniques, en application des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la Commande Publique comportent, à minima, les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de Commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Les différentes demandes de paiement doivent parvenir aux différents émetteurs des bons de commande.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées au titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO, elles sont accompagnées du motif du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). Le titulaire doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

7.4. Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant aux groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

7.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

Le non-respect de cette disposition entraînera la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP et pourra entraîner la résiliation pour faute du titulaire.

8. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Se reporter aux modalités décrites dans le CCTP.

8.1. Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, des documents ou éléments de toute nature reçus à l'occasion de l'exécution du contrat présentant un caractère confidentiel, ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

La notion d'information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y compris la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y compris sous forme écrite, orale, magnétique ou électronique), sur tout support dont le pouvoir adjudicateur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire.

8.2. Traitement des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, en cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

Pour cela, le titulaire s'engage à respecter le clausier sécurité 2024 joint au présent DCE et est lié par les engagements qu'il a renseigné dans la fiche de réponse du clausier.

9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Vérifications et décision après vérification

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat.

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS les opérations de vérifications et d'essais des équipements sont décrites 4.6 et 4.7 du CCTP.

Lorsque l'ensemble des travaux sera terminé, il sera procédé à une réception technique dont le détail est mentionné à l'article 4.7 du CCTP.

La procédure de réception sera fournie par l'entreprise.

Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS l'admission finale sera prononcée par le pouvoir adjudicateur à l'achèvement complet des travaux, dont le détail figure à l'article 4.7.2 du CCTP.

Dans tous les cas les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés (vice de fabrication ou défaut de matières).

Pour la maintenance :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur ne prendra pas sa décision, la constatation de l'exécution des prestations découlera de la fourniture par le titulaire de rapports d'intervention.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de différer tout ou en partie le règlement ou de le réduire.

10. Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an qui débute à compter de la date d'effet de la réception de l'installation (voir article 5 du CCTP).

Pendant cette période ; le matériel est considéré comme étant sous la garantie totale du titulaire qui devra intervenir immédiatement en cas d'anomalie de fonctionnement signalée par le service utilisateur. Les interventions seront, dans ce cas, entièrement à la charge du titulaire (pièces, main d'œuvre, déplacements). Les pièces exclues de cette clause seront indiquées de façon très précise.

A l'issue de la période de garantie, l'opérateur économique assurera gratuitement la 1ère maintenance préventive selon les caractéristiques préconisées.

Pour la maintenance associée et la fourniture des pièces et accessoires :

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, l'ensemble des prestations de maintenance effectué dans le cadre du présent marché font l'objet d'une garantie minimale de 6 mois à compter de l'admission des prestations : fourniture de pièces ou d'accessoires, main d'œuvre, déplacement, échange standard compris.

Les pièces détachées remplacées au titre du présent marché doivent être certifiées conformes aux « pièces d'origine » par attestation du fabricant de l'équipement.

11. Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Cependant, elles sont plafonnées à 10 % du montant du bon de commande sur lequel elles doivent s'appliquer. Les pénalités pourront être cumulées et facturées en fin d'année. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques du titulaire, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

Les pénalités citées ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure.

11.1. Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, les dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS s'appliquent en l'espèce.

11.2. Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG-FCS s'appliquent.

11.3. Pénalités pour prestations défectueuses

En cas de livraison de produits défectueux, le titulaire du marché devra remédier à la situation sous huit jours à compter de la date de réception d'un écrit du CHAI (courrier suivi, e-mail), le cas échéant en intervenant directement sur site.

En cas de rupture de stock, le fournisseur prendra à sa charge la totalité des dépenses engendrée par la solution de rechange proposée par lui-même ou par l'établissement si le fournisseur n'en propose pas.

A défaut, il encourra par jour de retard des pénalités fixées à 1/250 de la valeur des prestations pénalisées :

$P = (V \times R)/250$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

11.4. Pénalité pour non présentation à une réunion

En cas d'absence à une réunion, dont la date a été définie en commun, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 € par absence.

Est considérée comme absente la représentation par une personne qui ne possède pas les compétences requises et le pouvoir d'engager le titulaire, ou insuffisamment informée de l'état des prestations effectuées.

La date de réunion prévue doit pouvoir être attestée par le biais d'un mail, courrier ou tout autre document équivalent.

11.5. Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC estimatif du contrat au moment de sa passation.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13. Résiliation du contrat

13.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, à l'exception des suivantes :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'établissement support, le titulaire ne perçoit pas d'indemnité.
- Par application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché public au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

13.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14. Règlement des litiges et langues

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

15. Promotion du développement durable

Le CHU Grenoble Alpes, établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :
 - Diminuer de 50 % les émissions de gaz à effet de serre.
 - Diminuer de 40 % les consommations d'énergie par habitant.
 - Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.
- À l'horizon 2050 :

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

LES OBJECTIFS :

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

- Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.
 Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.
 Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.
 Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.
 Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.
 Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent accord-cadre de tenir compte de cet engagement.

16. Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de la ZFE

La ZFE, c'est quoi ?

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025.

Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées.

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'Air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- À ce jour, l'interdiction de stationnement et de circulation dans ces communes concerne les véhicules utilitaires et poids lourds Crit'Air 3, 4 et 5.
- Initialement prévue en juillet 2025, l'interdiction des Crit'Air 2 est en cours de report pour le mois de juillet 2028.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :
<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

17. Dérogations

- L'article 1.4 (conditions d'émission des bons de commande) déroge à l'article 3.7 du CCAG-FCS
- L'article 2 (pièces contractuelles) déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 4.2 (modalités de variations des prix) déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS
- L'article 7.3 (délai global de paiement) déroge à l'article 11.6 du CCAG-FCS
- L'article 10.1 (vérifications et décision après vérification) déroge aux articles 27/28/30 du CCAG FCS
- L'article 11 (garantie des prestations) du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG-FCS
- L'article 14.1 (conditions de résiliation) déroge aux articles 38 al.2 et 39.2 al.1 CCAG-FCS

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent marché.